

Lettre ouverte du Mouvement sportif français au Président de la République :

SOS : SPORT EN DETRESSE

Monsieur le Président de la République,

Les acteurs associatifs, bénévoles, éducateurs sportifs, dirigeants de clubs et de fédérations, ne sont pas parmi les adeptes des coups d'éclat. Ils préfèrent s'impliquer pour qu'au quotidien se dispense le respect de la règle, des autres et de soi. C'est donc le cœur lourd mais las, qu'en tant que représentants du Mouvement sportif français dans sa diversité, nous nous adressons ouvertement à vous aujourd'hui car nous sommes désemparés.

Désemparés de constater que le secteur du sport fédéré, fort de son modèle social et économique unique, porteur de valeurs essentielles au tissu social républicain, ne compte visiblement pas dans les priorités d'action de notre pays en temps de crise. Il garantit pourtant l'accès à la pratique sportive au plus grand nombre en même temps qu'il permet la détection et l'éclosion de talents issus de tous les milieux.

Depuis plusieurs mois, nous faisons tout notre possible pour nous adapter aux aléas et aux multiples applications divergentes et parfois contradictoires de la doctrine sanitaire sur le terrain. Nous avons établi les protocoles sanitaires les plus exigeants, validés par les Ministères tant des Sports que de la Santé ainsi que par le Haut Conseil de la Santé Publique et la Cellule interministérielle de crise. Nous les avons sans cesse améliorés pour tenir compte de la circulation accrue du virus. Nous les avons scrupuleusement mis en œuvre avec la force de l'engagement qui caractérise nos 3 millions de bénévoles et les professionnels qui les accompagnent, au premier rang desquels figurent nos « Covid-managers » présents dans chaque fédération et dans la plupart des clubs.

Malgré ces efforts, nos compétitions et manifestations programmées ou reprogrammées sont annulées, souvent à la dernière minute et en raison d'une application excessive et injustifiée des mesures sanitaires par les autorités locales. Nos activités sont à l'arrêt dans de nombreux territoires, y compris des zones vertes non soumises au couvre-feu. Les décisions très disparates des Préfectures et des ARS, à situations similaires, tuent le sport à petit feu. Nous déplorons déjà plus d'un quart d'adhésions en moins, au point que de nombreux clubs se demandent aujourd'hui s'ils pourront passer l'année car plus de 80% d'entre eux, seulement animés par des bénévoles, piliers du sport amateur, restent encore aujourd'hui exclus des dispositifs d'aides prévus au plan de soutien piloté par le Ministère de l'Économie.

